

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 24/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société DAIICHI SANKYO ALTKIRCH SAS

39 RUE DU 3° ZOUAVE
BP 60005
68131 ALTKIRCH Cedex

Références : 2247_2022_11_09_Daiichi_visite PPC 2022
Code AIOT : 0006702247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2022 dans l'établissement DAIICHI SANKYO ALTKIRCH SAS implanté 39 RUE DU 3° ZOUAVE BP 60005 68131 ALTKIRCH Cedex. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DAIICHI SANKYO ALTKIRCH SAS
- 39 RUE DU 3° ZOUAVE BP 60005 68131 ALTKIRCH Cedex 68130 ALTKIRCH
- Code AIOT : 0006702247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

DAIICHI exploite une usine de production de principes actifs pour la pharmacie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- émissions de COV
- projet d'extension de production

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	émissions de COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7	/	Sans objet
2	Modification d'installation (extension)	Arrêté Préfectoral du 14/03/2014, article 1.71.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a pris depuis la dernière visite d'inspection les dispositions adaptées pour réduire le niveau de rejet de formaldéhyde et rendre celui-ci conforme.

Le projet d'extension de la production a évolué depuis l'épure initiale présentée au préfet en 2020, ce qui nécessite une actualisation du dossier d'information à court terme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : émissions de COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7
Thème(s) : Risques chroniques, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : VLE du formaldéhyde : 2 mg/Nm ³
Constats : Lors de la visite, l'exploitant présente le résultat du dernier contrôle réalisé par l'organisme agréé DEKRA en mars 2022. La valeur retenue par l'organisme pour le formaldéhyde est de 0,82 mg/Nm ³ (flux calculé à 0,73 g/h), inférieure à la VLE. L'exploitant précise que la réduction de la concentration (depuis le contrôle de 2021) a été obtenue non pas par l'ajout d'un traitement sur la ligne de rejet, mais par la modification des données aérauliques des différentes étapes de production.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Modification d'installation (extension)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2014, article 1.71.
Thème(s) : Situation administrative, -
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Un projet d'extension et d'augmentation des capacités de production (projet PEGASUS) a fait l'objet d'un dossier d'information transmis au préfet fin 2020. Depuis, la portée de ce projet a évolué. Lors de la visite, l'exploitant a présenté le périmètre et le contenu de ce projet dans sa configuration actuelle. Ainsi, au projet initial, ont été ajoutés : le remplacement d'une cuve de stockage de méthanol, l'ajout d'une nouvelle chaudière, le recyclage des eaux de refroidissement de la distillation (réduction de consommation de 65 % par mise en place d'une tour adiabatique en circuit fermé ne relevant pas du classement icpe) et l'extension géographique vers le Ouest du périmètre de l'autorisation environnementale. En séance, lors de la présentation succincte faite par l'exploitant d'une version projet du dossier d'information actualisé, des points saillants sont apparus : <ul style="list-style-type: none">- le dossier comprendra une étude de dangers actualisée de l'ensemble des installations du site- la justification technico-réglementaire de la non soumission à la législation ICPE de la tour adiabatique relative au recyclage des eaux de refroidissement- la compatibilité des rejets d'effluents aqueux vis-à-vis du milieu récepteur (Thalbach ou III et en particulier pour les chlorures). La visite d'installation a porté sur le nouveau bâtiment de production s'inscrivant dans le cadre du projet PEGASUS. Ce bâtiment est aujourd'hui construit et les nouveaux équipements de production sont en cours d'installation. L'exploitant précise que le calendrier de mise en exploitation doit débuter par une qualification du process fin du 1er trimestre 2023 jusqu'à la validation des produits fabriqués entre fin 2023 et fin 2024.
Observations : Il est rappelé que l'information du préfet prévue par la réglementation (cf. Article 1.71. de l'arrêté préfectoral d'autorisation) relative aux modifications des installations doit intervenir avant la réalisation de celles-ci. Ainsi, compte tenu de l'état d'avancement des travaux constaté lors de la visite et du calendrier de mise en exploitation présenté, le dossier d'information (porter à connaissance) actualisé du projet PEGASUS doit être adressé au préfet (ainsi que l'inspection des installations classées) au plus tard fin février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet